

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Convention collective

IDCC : **9141** | **PRODUCTION AGRICOLE**
(Calvados)
(1^{er} juin 2004)

Convention collective

IDCC : **9142** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE, PRODUCTION
DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS
(Calvados)
(17 janvier 1991)

Avenant n° 7 du 28 novembre 2024

NOR : AGRS2597059M

IDCC : 7024

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Calvados
FDSEA ;

Fédération départementale des CUMA du Calvados FDCUMA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire du Calvados SGA CFDT ;

Fédération CFTC Agri ;

Union départementale des syndicats Force ouvrière du Calvados FO ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de mettre en conformité le libellé des bénéficiaires de l'accord du 25 septembre 2009 aux dispositions du code de la sécurité sociale, en application du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, selon les dispositions prévues par l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Le présent avenant a également pour objet d'aménager l'accord précité à l'aune de la mise en place du régime unifié Agirc-Arrco via l'article 155 de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 17 novembre 2017, qui annule et remplace dans toutes leurs stipulations à compter du 1^{er} janvier 2019, la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire (ARRCO) du 8 décembre 1961.

En outre, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés.

En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de cinquante salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de cinquante salariés et ce, afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Modification de l'accord de prévoyance complémentaire du 25 septembre 2009

Les dispositions des paragraphes 1° « Les entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance » et 2° « Les salariés couverts » de l'article 1^{er} « Champ d'application » du présent accord sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1° Les entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance

■ Champ d'application professionnel :

Le présent accord s'applique obligatoirement à l'ensemble des employeurs et des salariés du secteur de la production agricole du département du Calvados ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, des entreprises relevant des activités agricoles définies ci-après :

- la polyculture ;
- l'élevage dont les élevages de petits et gros animaux spécialisés ou non ;
- l'élevage de chevaux et les haras ;
- le maraîchage et les cultures légumières ;
- les structures agro-touristiques et activités qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation ;
- la pêche à pied qui relève des professions agricoles ;
- les coopératives d'utilisation de matériel agricole ;
- l'horticulture et les pépinières ;
- les champignonnières ;
- l'arboriculture et la production fruitière.

■ Champ d'application territorial :

Le présent accord régit tous les travaux salariés visés au paragraphe "Champ d'application professionnel" ci-dessus, effectués dans des entreprises situées sur le territoire du Calvados ainsi que dans les établissements situés également dans le département et qui constituent contractuellement le lieu habituel de travail, même si les terrains de cultures s'étendent sur un département limitrophe et indépendamment du domicile des employeurs et des salariés.

2° Les salariés couverts

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, relevant du champ d'application du présent accord suivant les conditions d'ancienneté prévues pour chacune des garanties par l'accord départemental du 25 septembre 2009.

En sont exclus :

- les salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et les techniciens, agents de maîtrise et cadres ressortissants de la convention collective du 2 avril 1952 et relevant du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons ressortissants d'autres dispositions conventionnelles ;
- les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 définis ci-dessus bénéficiant d'un régime plus favorable que le présent accord institué dans leur entreprise conformément aux dispositions légales et dans les conditions prévues à l'article 6.2° "Cotisations – Caractère obligatoire du régime" de l'accord départemental du 25 septembre 2009, par accord collectif d'entreprise, décision unilatérale ou référendum. »

Article 2 | **Entrée en vigueur**

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du trimestre civil suivant la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension et au plus tard, le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | **Dépôt et extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Caen, le 28 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)